



Animal politique : La taupe de Securitas dans le mouvement antispéciste en Suisse

Avec la confirmation de l'infiltration de « Shanti Muller » dans le milieu alternatif tombe une autre nouvelle : celle de sa présence dans le réseau de luttes pour l'égalité animale en Suisse, et principalement en Romandie. De 2004 à ce jour, « Shanti » est présente à des manifs et réunions, et surtout sur internet où elle participe à des listes de discussion, d'organisation et reçoit quasi toutes les informations des différents groupes militants. Se présentant comme une fan de molosses, particulièrement touchée par les causes canines, elle apparaît lors d'une manif antivivisection devant Serono (Genève) en octobre 2004,

alors que le réseau animaliste suisse est à peine naissant. Durant la période où ce réseau se structure en collectifs, associations et campagnes, elle reste en contacts réguliers avec ses différent-e-s acteurs-trices, toujours très intéressée et motivée, quoique peu présente physiquement lors des actions.

Le cas autrichien (cf. pages 2-3) nous invite à ne pas prendre à la légère ce type d'infiltration dans le mouvement de libération animale, qui, s'il est pourtant encore fréquemment confondu avec les « amis des animaux » (terme faisant référence dédaigneuse à des personnes soucieuses

... suite en page 2

⋮ Les infiltrations de
⋮ sécuritâche ... page 2-3
⋮

⋮ ... sur les cendres de la
⋮ maison de paille ... page 3
⋮

⋮ Saving l'iceland!
⋮ Camp 2008... page 5
⋮

AGENDA - JOURNAL INTERSTICIEL DE LA MOUVANCE ANARCH@-ALTERN@-INTERSQUAT-FEMINISTE-ANTIFA-PRECAIRES, ETC... (LOZANE ET AILLEURS)

PRESENTATION : Pour une société sans racisme, sans sexisme, sans exploitation des humains et de la nature, le T'Okup' essaie de relater ce qui se passe dans la mouvance anarch@-alternat@-tralala (voir ci-dessus). Faire passer les infos dans et hors de la "scène", mobiliser, rendre compte des luttes menées, parfois susciter le débat interne, en faisant primer la régularité quitte à être (trop) sommaire. Les anciens numéros du T'Okup' sont consultables sur le site www.squat.net/ea, où on peut aussi s'inscrire sur la liste de mail pour être régulièrement informé-e des activités de l'Espace autogéré et d'autres infos. Contact: c/o Infokiosk, Espace autogéré, av. César-Roux 30, CH-1005 Lausanne

Encore une infiltration de groupes politiques par une agente de securitas

Dans la foulée du Nestlégate qui a révélé la taupe Sara Meylan au sein d'Attac Vaud pour le compte de la multinationale veveysanne, d'autres noms sont tombés dont celui de « Shanti Muller », Fanny Decreuze de son vrai nom.

Disant habiter Genève, Fanny Decreuze s'est dans un premier temps créé des relations dans la cité du bout du lac. Forte de ces contacts, elle se pointe ensuite sur Lausanne alors que la campagne contre le WEF 03 et le G8 d'Evian bas son plein. Après le G8, elle assiste aux réunions du Groupe antirépression de Lausanne (GAR) durant plusieurs années. Durant toute cette période, elle fréquente notamment l'espace autogéré, certains

squats, le Forum social lémanique et participe à de nombreuses manifestations de Genève à Landquart. On peut imaginer qu'elle a ainsi pu glaner de nombreuses informations sur des personnes en particulier et le milieu militant en général.

Ce nouvel épisode dans la longue histoire du fichage politique en Suisse ne fait que confirmer une chose qui ne saurait être une surprise, à savoir que nous sommes surveillé·e·s et parfois de très près. Et dans ce domaine, les collusions entre officines de sécurité privée, polices et armée ne font pas de doute. Il s'agit toutefois de ne pas tomber dans le même délire sécuritaire que nos adversaires, ce qui serait déjà en soi une victoire pour nos ficheurs·euses. Mais c'est peut-être aussi l'occasion de se reposer un certain nombre de questions sur les précautions à

prendre dans certaines circonstances, histoire de ne pas leur faciliter la tâche.

Pour développer cette infiltration et son contexte, T'Okup! a publié en septembre une brochure, qui reprend le communiqué du GAR et du Collectif des fiché·es, en y ajoutant quelques annexes. La brochure est disponible à l'infokiosk ou sur indymedia.

Entretemps, le GAR a déposé une plainte et d'autres groupes infiltrés ont commencé à témoigner.

Toute personne qui souhaiterait fournir au GAR des informations relatives à ces infiltrations peut le contacter aux adresses suivantes : GAR, p.a. ADC, rue du Maupas 81, 1004 Lausanne •

gar@no-log.org

(... suite) Animal politique

de bien-être animal en général), représente une lutte égalitariste qui touche à des enjeux économiques de taille, et qui couple sa lutte à plus d'un titre avec celle d'une contestation du système capitaliste.

Des entreprises comme Serono, Novartis, ou actuellement Philip Morris, se retrouvent cibles de campagnes dénonçant leurs pratiques spécistes. Des lobbies ou industries, comme en Autriche les fourreurs ou certains secteurs de l'élevage industriel, voient leurs profits menacés, voire entravés par des mesures visant à une meilleure prise en compte des intérêts des animaux.

Le mouvement de libération animale, en remettant en cause l'exploitation des animaux sous quelque forme que ce soit et en s'attaquant aux acteurs mêmes de cette pratique, constitue un mouvement contestataire radical du système social et économique existant, et, partant, est victime des pratiques policières et judiciaires réservées aux groupes et tendances criminalisés.

Plus largement, ces affaires de taupes éclairent de manière significative la place prépondérante des acteurs économiques dans la surveillance et la répression. Les mesures sécuritaires, instaurées grâce aux spectres du terrorisme, sont mises à profit dans des circonstances bien contraires aux idéaux qu'elles sont censées défendre. Rien de très surprenant certes, mais l'accomplissement d'une réalité déjà maintes fois prédite et décriée n'en est que plus inquiétant. Les intérêts économiques particuliers jouent un rôle de plus en plus préoccupant dans l'atteinte aux droits fondamentaux et les récents événements nous apprennent que la tendance n'est pas sur le point de s'inverser. •

Deux activistes antispécistes.

A ce sujet, lire notamment le chapitre 3 (« Du côté de la ferme-usine ») de La libération animale de Peter Singer, Grasset, 1993. Il y traite de l'industrialisation nécessaire de l'exploitation animale afin d'en maximiser les profits et de subvenir aux croissants « besoins » humains. Dans le mouvement pour la libération animale, la question de la survie du capitalisme sans l'exploitation animale, sur laquelle il repose largement, est fréquemment débattue.

Libres ?

La libération des activistes animalistes en Autriche met fin à un état d'urgence mais les mandats d'arrêt n'ont toutefois pas été levés et les associations sont toujours paralysées, leur matériel n'ayant pas été restitué.

Le matin du 21 mai 2008, en Autriche, une grosse opération de police a été menée contre le mouvement de la cause animale (c.f. édition précédente du T'okup!). Dix personnes ont été emprisonnées, et neuf d'entre elles n'ont été libérées que ce 2 septembre après 105 jours de détention préventive. Une solidarité internationale s'est créée et la vague de protestation était devenue si forte, en pleine période électorale, que le gouvernement a dû reculer. La plupart des médias autrichiens, qui s'étaient contentés pendant trois mois de répéter la version du procureur, se sont réveillés à la suite de la révélation de documents de la police montrant clairement qu'une unité spéciale s'était réunie quatre semaines après l'arrestation des activistes pour débattre sur les prochaines méthodes à employer afin de mettre hors service l'association VGT (Verein Gegen Tierfabriken). Aujourd'hui les activistes sont libres, mais ils restent toujours sous la menace d'un procès, et le matériel saisi chez sept groupes de militant·e·s n'a toujours pas été rendu, paralysant leur fonctionnement.

Un bref rappel historique s'impose. En

1998, l'élevage d'animaux à fourrure a été interdit en Autriche et 43 fermes à fourrure ont dû fermer. En 2002, une loi a été mise en place pour interdire tous les animaux sauvages dans les cirques. En 2004, la campagne pour l'interdiction des cages pour les poules pondeuses a atteint son apogée. C'est là que les puissants groupes d'intérêt ont réellement senti la pression du mouvement animaliste. Le parti conservateur au pouvoir était le seul à être opposé à l'interdiction des cages en batterie et l'association VGT s'est publiquement confrontée à ce parti pendant deux élections communales et une présidentielle, et celui-ci a perdu les trois. C'est à partir de là que le service secret a été mis sur leurs pistes. Ensuite une unité spéciale de police a été créée et a commencé une grande opération d'espionnage. Des micros furent cachés dans sept domiciles et bureaux. Les conversations téléphoniques de 30 personnes ont été mises sur écoute et leurs courriers électroniques étaient lus. Des dispositifs de repérage ont été placés sur deux voitures. Dix-sept personnes ont été suivies et surveillées 24 heures sur 24. Trois domiciles privés avaient des caméras vidéo filmant leurs entrées. Et des agents ont infiltré les associations.

Cette opération massive, menée aux frais du contribuable, qui a coûté plus d'un million d'euros, c'est-à-dire infiniment plus que les dommages causés par les soi-disant délits dont ils étaient censés trouver les auteurs, n'a conduit NULLE PART. C'est alors qu'ils ont décidé d'utiliser une loi anti-terroriste (§ 278a) ne nécessitant aucune preuve de quoi que ce soit, afin de justifier l'opération du 21 mai, car comme le montrent les documents des réunions de l'unité spéciale, ce ne sont pas des actes criminels qu'ils voulaient

PUCE À L'OREILLE

La nouvelle était un peu passée inaperçue. Au regard de l'actualité de l'infiltration de groupes altermondialistes, la nouvelle a pourtant de quoi inquiéter. En février 2007, le groupe Securitas Suisse entrait à hauteur de 50% au capital de Polyright SA, filiale du Groupe Kudelski spécialisée dans le développement et la commercialisation de systèmes multifonctions par carte à puce utilisés notamment dans l'éducation et la santé.

On imagine que les données emmagasinées dans ces puces resteront bien sûr confidentielles... En outre, la présence d'André Kudelski au conseil d'administration d'Edipresse est sans doute complètement étrangère au fait que le journal 24 heures ait fait l'édition le plus dur contre les groupes infiltrés par Securitas. Et que dire de la présence de Kudelski au conseil d'administration de... Nestlé!

Extraits : comedia-magazine, N° 9-10 octobre 2008, p. VIII

UN TOUT PETIT MONDE

Avec l'inauguration de son métro M2, Lausanne a attiré tous les regards. Ce que l'on a moins vu, ce sont les liens très forts avec d'autres sujets d'actualité. La grande gare du M2 est au Flon.

La société responsable de la gestion de ce quartier est LO Holding dont l'administrateur est Paul Rambert. Pour «rassurer» les riches bobos consommateurs, cette société a installé des caméras en grand nombre et fait patrouiller des agents Securitas. Cela tombe bien puisque M. Rambert est justement membre du conseil d'administration de... Securitas. Le même week-end, l'équipe de suisse de tennis gagnait son match de qualification pour le groupe A de Coupe Davis. L'occasion d'officialiser son nouveau sponsor : Securitas ! Ce partenariat s'étendant par ailleurs aux domaines de la sécurité et de la surveillance.

Extraits : comedia-magazine, N° 9-10 - octobre 2008, p. VIII

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

La police intervient sur les cendres de la maison de paille

Un mur en terre crue sur un terrain en friche depuis 40 ans. Hier, mardi 15 juillet, un collectif a commencé à construire un mur en terre sur l'emplacement de l'ancienne maison de paille. Il s'agissait de réaliser un abri en pisé de 6m² selon les règles de l'art, pour servir à des activités extérieures et faire connaître le pisé. Cette technique ancienne a notamment pour avantage de n'utiliser que des matériaux locaux (de la terre argileuse), et a systématiquement été décriée par les lobbys du ciment, et écartée par les professionnels, afin d'éviter que les gens construisent eux-mêmes leur maison.



parc didactique avait même été envisagé et soumis à la Municipalité en décembre 2007, provoquant l'ire et le mépris du syndic, qui préférerait une friche à cet emplacement.

Un fonctionnaire jouissant de son petit pouvoir

Le service du logement, représenté par M. Eric Gilliéron s'est rapidement rendu sur place afin de stopper les travaux. Il est ensuite revenu avec un ordre de Mme Krebs, cheffe de Service et une demande de Mme Zamora de stopper les travaux immédiatement. A 14h00, M. Gilliéron est revenu avec une poignée d'agents et des ouvriers de l'entreprise Pella. Face à la détermination des constructeurs et constructrices, les ouvriers ont subi des pressions et des menaces de perdre leur travail de la part de M. Gilliéron s'ils n'obéissaient pas malgré des ordres impossibles à exécuter.

... suite page suivante



Rappelons que la maison de paille avait lancé des idées de constructions selon des techniques écologiques. Le projet d'un

(la plupart des infos ont été trouvées dans la déclaration du 11 septembre de Martin Balluch, sur le site de la VGT Autriche. A suivre en français sur www.l214.com)

(... suite) La police intervient sur les cendres de la maison de paille



M. Gilléron n'a pas cessé de provoquer les constructeur-trices, avec une arrogance hors du commun, risquant de faire dégénérer la situation. Il a finalement contacté Mme Zamora qui a fait intervenir les policiers anti-émeutes, avec l'aval de M. Brélaz.

Usage disproportionné de la force

C'est ainsi qu'une vingtaine de policiers et une demi-douzaine d'ouvriers ont été déployés sur le terrain en friche afin de déloger le collectif. Clés de bras, étranglements, coups de matraque, pincements et spray au poivre ont été utilisés contre les personnes qui s'accrochaient au mur de 1m de long sur 1m de haut. Un policier a tiré violemment une personne par les testicules. Plusieurs personnes se sont plaint de contusions diverses (dos, nuque, bras, épaules, cuisses...), ainsi que de séquelles dues au spray au poivre.

En quelques minutes, les ouvriers de l'entreprise Pella ont ainsi détruit le mur en terre, ses soubassements, ainsi que les anciens murs en pierre construits des années auparavant. Les ouvriers, une partie des policiers ainsi que la grue louée pour évacuer les matériaux sont restés mobilisés jusqu'à 20h environ. Combien aura coûté cette opération absurde ?

Un nouveau pas vers la tolérance zéro

La Municipalité de Lausanne, ou plutôt Mme Zamora et M. Brélaz ont enfin pu mener une opération d'envergure qui fera plaisir à l'UDC. « On y mettra les moyens » a affirmé le syndic, quitte à sacrifier quelques dizaines de milliers de francs pour un petit bout de mur en terre. Quant à Zamora, elle n'a juste pas voulu discuter avec les personnes du collectif et leurs soutiens, enferrée dans sa frileuse logique legaliste.

Cette réaction expéditive est totalement disproportionnée face à une construction aussi modeste, qui ne pouvait même pas prétendre servir d'habitation. Ceci discrédite à nouveau cette Municipalité dite de gauche, qui n'a de cesse d'étouffer dans l'œuf les tentatives de construction et de vie alternatives. Il apparaît que sa seule priorité est de favoriser le commerce tout en se gargarisant de « développement durable ». Nous désirons expérimenter des techniques, occuper et construire nous-même des espaces de liberté. Nous ne demanderons jamais un permis pour vivre, que ce soit dans un terrain en friche, une maison inoccupée ou tout autre endroit. •

Collectif La garderie vous pise dessus - Lausanne, 16.7.2008

Piser: verbe, 1. fabriquer le pisé, 2. bâtir en pisé

" La garderie d'enfants, maintenant, c'est fini ! "

Daniel Brélaz, syndic de Lausanne, in 24Heures 16.7.2008

« Saving Iceland ! » Camp 2008

Saving Iceland est une campagne internationale qui défend la nature islandaise, éco-système unique en Europe, des atteintes massives de l'industrie lourde. Les multinationales, en particulier celles de l'aluminium, le gouvernement islandais et les compagnies productrices d'énergie ont mis en oeuvre un gigantesque programme qui va, s'il est exécuté, transformer le pays en un énorme terrain vague hautement industrialisé et pollué.

Ce projet comprend la construction de nouvelles fonderies d'aluminium (cf. carte), l'extension de celles existantes, une raffinerie de pétrole, l'installation d'énormes serveurs informatiques (google ; ...). Pour être réalisé, il est prévu de construire d'immenses barrages hydro-électriques sur les principales rivières glacières et de détruire l'incroyable paysage géologique par de nouvelles centrales géothermiques. La production d'électricité atteindrait ainsi 30 TWh/an, soit 10 fois l'énergie actuellement consommée par l'Islande, pays particulièrement économe en la matière...

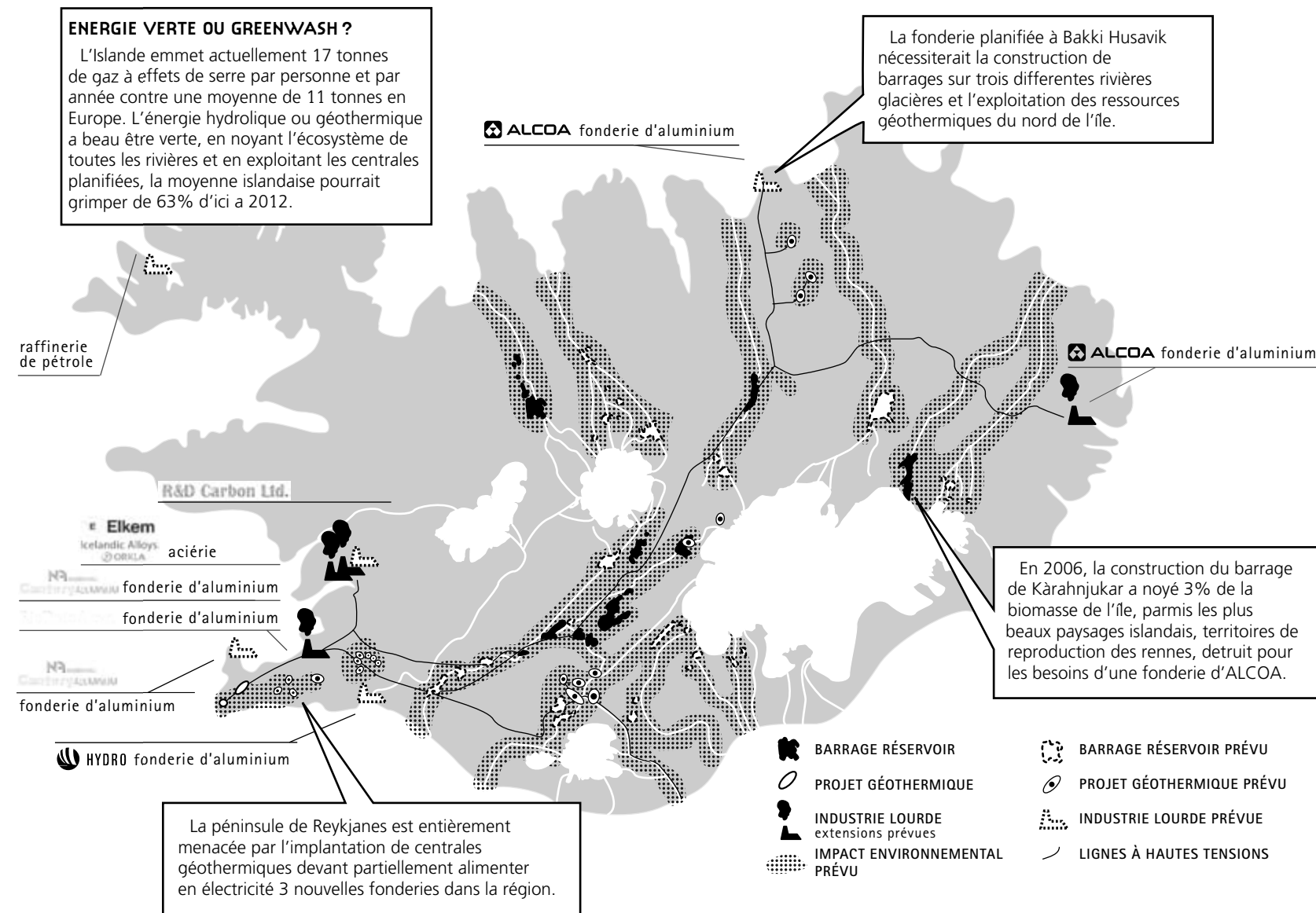
Le gouvernement islandais et les compagnies d'énergie (par exemple, Landsvirkjun) ont réalisé une brochure publicitaire en 1995 intitulée : « Les prix les moins chers pour l'énergie!! en Europe, pour de nouveaux contrats ». Ce texte garantit les 30 TWh/an déjà mentionnés, de l'énergie à base d'eau pure (verte?) aux prix les plus bas et invite toutes les multinationales qui ont besoin d'énergie (quelque soit par ailleurs leur politique en matière de droits humains, notamment) à venir s'installer en Islande. Les multinationales de l'aluminium, très gourmandes en énergie se sont empressées de répondre à cet appel: ALCOA, Century Aluminium (Glencore), RioTinto-Alcan, ...

Actuellement, le barrage de Karahnjukar et d'autres de moindre importance sont en marche pour alimenter la fonderie d'ALCOA à Reydarfjörður et ce malgré les nombreuses manifestations et actions de Saving Iceland. Malgré un moratoire de 5 ans, d'autres fonderies sont construites, alors que leur approvisionnement en énergie n'est pas encore concrétisé. Une fois terminées vont-elles être reconverties faute de courant ?

L'opinion publique islandaise a changé durant ces dernières années. Les avantages économiques que le gouvernement promettait ne font plus l'unanimité (niveau de vie parmi les plus élevés du monde garanti pour les 100 ans à venir!). Une partie importante de la population ne veut pas que son environnement soit détruit pour le profit de l'industrie lourde. De ce fait, les campagnes de Saving Iceland rencontrent un écho de plus en plus favorable.

Saving Iceland est une campagne internationale. Le pays étant peu peuplé et le pourcentage de militant-e-s potentiel-le-s faible, les militant-e-s écologiques ont d'emblée fait le choix de faire appel à la solidarité internationale. Aussi dans un désir de partage des connaissances avec des gens en provenance de pays où les luttes environnementales sont plus anciennes, comme par exemple la Grande Bretagne ou les Pays-Bas. Dans l'idée de créer une masse critique permettant de réaliser des actions ayant une bonne visibilité, des camps d'été sont organisés chaque année depuis 2005.

Durant l'été 2008, le camp s'est déroulé pendant 3 semaines à Hellisheidi, sur un plateau convoité par la



compagnie d'énergie de Reykjavik pour agrandir un site d'énergie géothermique afin d'alimenter une nouvelle fonderie. Sur ce plateau, on pouvait observer de nombreuses fumerolles, des petits bassins d'eau bouillante et une piscine naturelle d'eau chaude (38°), un ruisseau le traversait et des moutons paissaient en liberté.

Plusieurs actions ont été organisées: un chantier de Nordural et Century Aluminium a été bloqué durant toute une journée. Deux jours après, une route d'accès à une fonderie d'aluminium de Century (en passe d'être agrandie) et à une aciérie a été bloquée. Ce n'est pas par hasard que Century était particulièrement visé cette année. C'est à Century que profiterait directement l'agrandissement du site de Hellisheidi. D'autre part, cette compagnie possède des mines de bauxite (minerai de base de l'aluminium) au RD Congo et en Jamaïque, menant une politique sans scrupules de destruction des forêts primaires, de pollution de l'environnement et d'exploitation des travailleurs locaux.

Une excursion le long de la rivière Thjorsa, où 3 barrages sont prévus, a permis une rencontre avec les fermier-e-s qui se mobilisent contre ce projet. Ils sont la cible des émissaires des compagnies d'énergie qui se

rendent fréquemment et pendant des années chez elles/ eux afin de leur proposer des indemnités financières importantes... Mais pour certain-e-s, la perte de leur terre, dans un pays qui ne compte déjà qu'un pourcentage infime de paysans, n'est pas monnayable.

Il était important pour Saving Iceland de dépasser la dimension uniquement environnementale pour dénoncer toute la filière de l'aluminium dont l'exploitation illustre de manière emblématique les processus de mondialisation. Ainsi, Saving Iceland a aussi organisé durant le camp d'été une conférence à Reykjavik avec un militant indien Samarandra Das et un écrivain islandais Andri Snaer Magnason. Das lutte depuis une quinzaine d'années contre le lobby de l'aluminium très actif dans sa région riche en bauxite (Orissa, située sur le golfe du Bengale). Le tableau qu'il a fait de la situation fait froid dans le dos. Andri a écrit « Dreamland, a self-help manual for a frightened nation » un livre qui a contribué à dévoiler au grand public la politique gouvernementale.

Après la conférence, retour aux actions : remise d'une lettre au directeur de Landsvirkjun, signataire d'un moratoire qui n'est même pas respecté, occupation des bureaux de cet office national, occupation du site géothermique

de Hellisheidi, blocage de l'entrée d'une fonderie de Rio Tinto-Alcan. Parallèlement, des actions se sont déroulées en Italie, ainsi qu'à Genève (siège européen d'ALCOA) et à Zoug (siège de Glencore).

Un camp international, c'est aussi rencontrer des personnes venues d'ailleurs, proches de nos luttes, mais avec des expériences et une culture différentes. La dynamique du groupe doit se mettre en place progressivement, mais rapidement si on veut être efficace. De nombreux workshops étaient organisés dans ce sens : apprendre à se cadonner, support mutuel, consensus, aspects légaux, etc. et il était très intéressant d'apprendre à fonctionner dans des réunions regroupant une cinquantaine de personnes parlant des langues différentes. Cette expérience nous fait aussi prendre conscience de l'importance qu'ont prise les luttes environnementales dans d'autres pays et nous questionner par rapport à la situation en Suisse où les sujets qui fâchent ne manquent pas (OGM ; nucléaire, ...).

Pour plus d'info savingiceland.org
Andri Snaer Magnason, « Dreamland, a self-help manual for a frightened nation »
Citizen-Press, Londres, 2008

Fin de la déche « par fête »

Le feuilleton de l’été de l’ancienne usine d’incinération au Vallon a pris fin le 18 juillet, suite à de nouveaux rebondissements. Acceptant d’abord que le collectif « *danger de vie* » occupe les lieux jusqu’au début de la démolition, la municipalité a finalement décidé de donner l’ordre d’évacuation après un festival qu’elle avait interdit.

La justice avait émit un avis d’expulsion pour le 10 juillet 2008 en acceptant les mesures d’urgence réclamées par la municipalité de Lausanne qui prétextait des raisons complètement fantasmagoriques liées aux dangers pour la santé des occupant·e·s. Le 1^{er} juillet, nous avons remis une pétition au Conseil Communal munie de 258 signatures du quartier, demandant qu’il ne sera procédé à aucune expulsion, que les plaintes contre les occupant·e·s de la déche soient retirées, que des analyses de la qualité de l’air à différents endroits à l’intérieur et à l’extérieur du site soient effectuées et qu’aucune démolition ne commence avant un projet de reconstruction clair et abouti. Le 9 juillet, youhé, la municipalité décide de nous accorder un délai jusqu’au début des travaux de démolition. Sous trois conditions : premièrement, nous ne devons pas commettre de nou-

veaux dégâts ; deuxièmement, nous ne devons pas faire opposition au permis de démolir sous enquête publique (tiens, on veut nous priver de nos droits démocratiques ?) ; et troisièmement, au vu de la dangerosité du site, nous ne devons pas organiser de « fête populaire ». Or, un festival de la résistance de trois jours (10-12 juillet) avait déjà été planifié et nulle envie de l’annuler pour la seule raison de lécher les bottes de nos chères autorités…

Du 10 au 12 juillet, nombreux étaient donc les gens à venir s’amuser aux concerts et aux projections de film. Le festival était « privé » et en pleine air. Néanmoins, le mercredi d’après, la municipalité a, une fois de plus, décidé de nous évacuer au plus vite, nous donnant un délai jusqu’au lendemain soir pour déguerpir. Le jeudi donc, nous organisons un apéro de résistance. Contre toute attente, M. Olivier Français in personae s’y pointait pour une séance de discussion au sujet de la déche, mais aussi au sujet du jardin derrière l’espace. Pas moyen, selon lui, de négocier un délai supplémentaire pour la déche. La fête organisée le week-end d’avant aurait fait déborder le vase de manière définitive. Evacuer des gens de leur lieu de vie pour avoir organisé une fête, voilà qui est une mesure proprement disproportionnée. Assurément, cette « municipalité de

gauche » a mal à son autorité. De plus, tout ce qui sort de l’équation qu’elle a établie est interdit et réprimé, au nom de la « sécurité » ou de la « santé » des victimes même de cette répression ! Cette logique s’est réaffirmée notamment au mois d’août quand il était question d’un certain botel-lòn à Lausanne…

Le vendredi 18 juillet, ça fourmillait à l’Hôtel de Police. La flicaille se préparait visiblement à une évacuation manu militari, avec l’appui des pompiers et de quelques fourgons d’anti-émeutes de la cantonale. Les dernières négociations avec M. Français, venu à 8 heures du matin accompagné par M. Bourquin, n’ont pas pu aboutir. Certes, il était venu nous proposer une « solution de relogement », mais celle-ci consistait en cinq pièces, sans cuisine. Cela témoigne de l’absence crasse de considération pour le volet culturel du projet « danger de vie », ainsi que de notre volonté de mener une vie communautaire. Nous avons donc refusé cette proposition alibi. Finalement, vu nos faibles forces présentes face à l’armada policière qui attendait l’ordre d’intervenir, nous avons préféré négocier notre capitulation en l’échange d’un retrait des plaintes pour violation de domicile et dommages à la propriété, proposition acceptée par la municipalité. •

collectif « Danger de vie »

Squats de La Côte : La justice de l’extrême ou quand les verdicts tombent selon le sens du vent

Dans l’affaire du squat de Coppet, le jeudi 18 septembre 2008 à midi pile, le Tribunal d’arrondissement de La Côte a libéré les deux accusées de tout chef d’accusation (violation de domicile et dommage à la propriété), invitant même l’Etat à prendre à sa charge les frais de la procédure. La dizaine de personnes présentes lors de ce verdict historique n’en revenaient pas. La surprise surpassait celle qui avait fait place à la décision de ce même tribunal, quelques mois plus tôt (28 avril 2008, voir T’Okup n°73), lorsqu’il condamnait les squatteurs de Chéserex à 60 jours-amendes à 30 francs avec sursis et 120 jours-amendes à 30 francs fermes ; résultat tout aussi historique.

Pour celles et ceux qui n’auraient pas tout compris, revenons brièvement sur les faits (qui, une fois n’est pas coutume, ne parlent pas d’eux-mêmes. Nous les forcerons donc un peu). Dans ces deux affaires, nous trouvons : des habitant·e·s bien installé·e·s sous les douces latitudes de La Côte (quatre ans à Coppet, trois ans à Chéserex) dans de somptueuses bâtisses bien abandonnées (plusieurs années avant leurs occupations). Aucun projet de travaux n’est en cours. Aucune procédure civile n’est lancée. Les propriétaires, jamais très clairs avec eux-mêmes, ont tous deux, à un moment, accepté des négociations (avec échanges de contrats) avant de se rétracter et faire aboutir la procédure pénale.

Tout se ressemble dans ces deux situations qui, pourtant, ont débouché sur les jugements les plus opposés de l’histoire du squat (pour rappel : l’équivalent de 4 mois de prison ferme pour l’un et … rien pour l’autre!). Vous n’avez toujours pas compris ? Pour être sincères, nous non plus. On a

beau s’y attendre et le savoir, ça fait toujours bizarre de (re)vivre l’absurde et improbable logique de la machine judiciaire. Pour un fois, la loterie a fait des heureux·ses. Et pas seulement chez les principales intéressées. Il est à noter qu’un recours a été lancé contre la peine la plus lourde du squat de Chéserex et que le Tribunal de cassation de Lausanne, le jugeant en partie recevable, a renvoyé la terrible présidente Rouleau à ses copies. Une autre mascarade aura donc lieu, et espérons que le cas de Coppet puisse faire office de jurisprudence. Il serait cependant naïf de croire en la soudaine justice de la justice. La justice a ses raisons que seule l’irraison connaît et que le cœur ignore. •

NOUVEAUX LOCAUX POUR L’INFOKIOSK DE GENÈVE

L’infokiosk de Genève a inauguré le 30 septembre ses nouveaux locaux au 43 route de Châtelaine. En effet, depuis l’évacuation du squat de la Tour en juillet 2007, l’infokiosk avait perdu les lieux qu’il occupait au rez-de-chaussée de ce bâtiment où étaient exposés les 3000 et quelques livres réunis au fil des ans, ainsi que de nombreuses brochures. Malgré

La semaine des migrant·e·s et le droit de rester pour toutes et tous : une lutte radicale pour la liberté et l’égalité des droits

Le droit de rester pour toutes et tous a été le slogan rassembleur de la semaine des migrant·e·s.

Manifestation à Genève le 13 septembre 2008

Mécontente du manque de contenu porté par la journée des réfugié·e·s, la plateforme nationale Sans nous rien de va plus, réunissant divers collectifs de défense des migrant·e·s en Suisse, a préféré organiser une semaine d’actions des migrant·e·s, en lieu et place de la traditionnelle manifestation nationale du mois de juin. Grâce au travail de coordination mené par Solidarité sans Frontières, ils ont voulu inscrire cette semaine d’action dans une vision positive de la migration et dans une conception radicale des revendications.

Au-delà de la division entre statuts (les différents permis de l’asile, les NEM, les sans papier), des critères arbitraires basés sur « l’intégration » ou du nombre d’années passées en Suisse, cette semaine a mis en avant les mêmes droits pour tous et toutes concernant la liberté de mouvement, le droit de rester en Suisse et l’accès à des conditions de vie (de travail, logement, etc.) égalitaires sur un territoire où les migrant·e·s participent à la vie commune dans tous ses aspects.

« On est là, on vit là, on reste là », telle était l’idée centrale soutenue par cette semaine d’activités.

Cette semaine s’est concrétisée par une coordination d’actions locales, dans de nombreux cantons. Elle a culminé avec l’organisation d’une manifestation nationale à Berne.

La lutte contre le régime de l’aide d’urgence imposé aux personnes frappées de NEM (non entrée en matière sur leur demande d’asile) et déboutées

Manifestation à Genève le 13 septembre 2008

une évacuation « manu militari », la plupart des ouvrages ont pu être récupérés et sont à nouveau disponibles pour le prêt et la consultation dans ces lieux industriels non dénués de charme, découverts au cours d’un apéro fort sympathique. Les activités publiques continueront à se dérouler à l’Ecurie (flot 13), tous les mardis du mois, comme cela a été le cas durant toute l’année dernière. Durant le mois d’octobre, le thème c’est « contre le vote » (le citoyennisme, la landsgemeinde,…), ceci à l’heure même où les politiciens du bout du lac s’agitent à propos de la constituante.

N’IMPORTE NASDAQ!

La bourse tremble et l’Etat se précipite à son chevet. Les bonnes vieilles recettes du capitalisme sont préconisées : privatisation des bénéfices en période de vaches grasses et collectivisation des coûts en période de crise. Pour celles et ceux qui n’auront jamais au mieux que les miettes, le salut n’est ni dans le rétablissement de la confiance (laquelle d’ailleurs ?), ni dans l’illusion suicidaire d’une croissance infinie. La crise est l’occasion d’en finir définitivement avec l’économie : elle est malade, qu’elle crève ! Tant qu’il y aura de l’argent, il n’y en aura jamais assez pour tout le monde.

LOUPE À MERDE

Enième épisode de l’obsession Lausanne ville propre (cf de nombreux T’Okup ! précédents), la vile veut créer un observatoire de la propreté d’ici l’année prochaine. Motif : l’impuissance face aux flagrants délits de « littering ». Qui s’est déjà pris 500 francs d’amende pour affichage récidiviste ou trois fois 120 frs + 30 frs de nettoyage en une semaine pour avoir pissé dans un buisson appréciera. A ce prix-là, autant pisser sur l’UBS ! La saleté, ce n’est pas quelques affiches « sauvages », mais l’omniprésence de l’agression publicitaire des panneaux de la SGA, les voitures (pas pour rien qu’on parle de « poubelles »), les particules fines, chier dans l’eau potable, les hormones dans l’air, les emballages à base de pétrole. Pour ce qui est des déchets, la vile ferait mieux d’amender les fast-food qui les distribuent. Mais elle préfère installer sans cesse de plus grandes poubelles et amender qui jette son papier ailleurs que dans la voie directe vers TRIDEL, qu’il faut bien rentabiliser. Monde de merde !

APPRENTIS GRÉVISTES

Manifestation à Genève le 13 septembre 2008

La gendarmerie s’essaie à la grève des amendes. Même si c’est déjà mieux que la classique grève du zèle, elle n’en a pas pour autant appris les fondamentaux de la solidarité (seuls les automobilistes apprécieront). Ses revendications sont purement corporatistes (paiement des heures supp’ de l’Euro 2008) et malgré leur présence ostentatoire parmi les manifestant·e·s de la fonction publique, on peut s’attendre de leur part à la négociation désormais habituelle d’un accord séparé. A quand une ouverture des prisons ou le refus de servir lors du prochain G8 ou venue de Blocher dans le canton ?

CHIE DANS TON VERRE D’EAU

C’est à peu près le message d’Helvetas qui revendique des toilettes pour tous. Sans nier les problèmes d’hygiène découlant de la pauvreté, on ne peut que relever le paradoxe de prôner le luxe de chier dans l’eau potable, à laquelle beaucoup de gens sur cette planète n’ont même pas accès. L’occident ferait bien de commencer par montrer l’exemple et généraliser les chiottes sèches avant de moraliser les autres.

L'ESPACE AUTOGÉRÉ A 15 ANS

Pour l'occasion, le texte d'une de nos premières affiches de concert:

Voilà plusieurs mois que la maison de Primerose 11 est occupée. Une poignée de personnes y ont créé un centre autonome. Il est aujourd'hui possible de se rencontrer dans un environnement autre celui du tiers-monde des pensées: notre société d'autodestruction. Soyons solidaires pour le maintien du centre. Ne soyez pas intéressés que par le bar mais intéressez-vous aux activités qui s'organisent à l'intérieur de la maison.

Un lieu comme celui-ci doit subsister pour montrer que l'autonomie n'est pas une utopie. Les barrières que les autorités nous imposent ne sont rien si nous sommes unis dans un esprit de lutte!

Certaines personnes se trompent sur le sens réel de l'autonomie. Un centre autogéré ne veut pas dire pouvoir semer la merde librement, mais pouvoir se réunir dans un lieu où il n'y a pas d'autorité.

Si tu ne fais pas partie de la solution, tu fais partie du problème. Dans un sentiment anarchiste, à bientôt!

(septembre 1993)

espace autogéré

Jeudi 23 octobre

Reprise du Potage de Plombs chaque jeudi à 20h : repas végétarien

Samedi 25 octobre

Soirée de soutien au Centre autonome de Wuhan (Chine)
20h Bouffe - Expo photos, Concert ...

salon de thé de la Laiterie

Mercredi 29 octobre 19h

MARIA DE LA PAZ, chants d'amerique latine

Lundi 10 novembre 20h - films

" Pane e cioccolata " - italie 1974

Mardi 25 novembre 19h

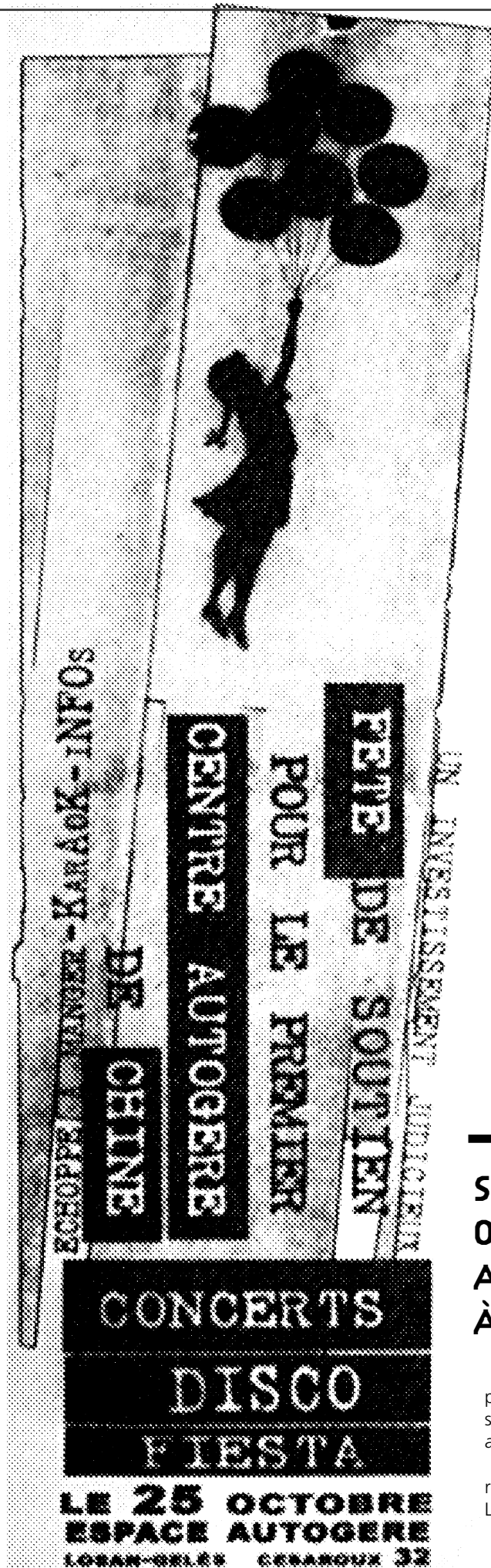
LE TOURNESOT - chansons

adresses utiles

Espace Autogéré, César-roux 30, Lausanne. www.squat.net/ea

Ciné Oblo, Av. de France 9, dernier sous-sol, Lausanne. www.oblo.ch

CIRA, Avenue de Beaumont 24, 1012 Lausanne. www.cira.ch



« ANARCHISME, MODE D'EMPLOI »

André Bösiger, le dernier anarchiste (1913-2005), Un film de Daniel Künzi, 64 minutes, 2008

Au CIRA Lausanne, mercredi 22 octobre à 20 h, entrée libre.

Au travers de la vie d'André Bösiger, ce film survole l'histoire de l'anarchisme en Suisse. Il est né en 1913 dans le Jura bernois, non loin des villages fréquentés par les fondateurs de l'anarchisme, Kropotkine et Bakounine. Bösiger participera à sa première manifestation à l'âge de 14 ans à Moutier en protestation des exécutions des anarchistes Saccoet Vanzetti aux USA... c'était en 1927.

À la fin des années vingt, il s'établit à Genève où il entre en contact avec les anarchistes Louis Bertoni et Lucien Tronchet, qui l'initieront à l'action syndicale directe. Pour avoir "refusé d'apprendre le métier d'assassin", il est condamné à trois reprises par l'armée ; il passera près de deux ans de sa vie en prison.

Il a participé activement à la création du CIRA et à sa survie dans plusieurs locaux à Genève et Lausanne.

Le film sera précédé d'un apéro et suivi d'un débat.

CIRA - Beaumont 24, CH-1012 Lausanne - www.cira.ch

SAM 22 NOVEMBRE 08 : MANIF ANTI-NUCLÉAIRE À ZURICH

Manifestation contre la construction prévue de deux centrales à Gösgen, sortie du nucléaire ici et partout ailleurs !

Pour une alimentation en énergie respectueuse de l'environnement! Le nucléaire c'est la guerre !